

Unité bi-départementale Calvados-Manche  
477 Boulevard de la Dollée  
BP 70271  
50001 SAINT-LÔ

Saint-Lô, le 06/12/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/11/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **LM WIND POWER BLADES FRANCE**

Zone Portuaire des Mielles  
100, rue du Fort des Flamands - Tourlaville  
50100 Cherbourg-en-Cotentin

Références : 2023-787  
Code AIOT : 0005307114

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2023 dans l'établissement LM WIND POWER BLADES FRANCE implanté Zone Portuaire des Mielles 100, rue du Fort des Flamands - Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin. L'inspection a été annoncée le 13/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LM WIND POWER BLADES FRANCE
- Zone Portuaire des Mielles 100, rue du Fort des Flamands - Tourlaville 50100 Cherbourg-en-Cotentin
- Code AIOT : 0005307114
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LM WIND POWER BLADES FRANCE a été autorisée à exploiter une usine de fabrication de pales d'éoliennes offshore par arrêté préfectoral du 6 novembre 2014.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suivi des installations

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Valeurs limites d'émission	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 50 > I	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Adaptations des prescriptions	Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-45	Lettre de suite préfectorale	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Modification du site	Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-46	Sans objet
4	Distances d'éloignement	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.	Sans objet
5	Dispositif de prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 20	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'inspection du 7 décembre 2022, l'exploitant a investigué ses émissions en COV. Cependant, des interrogations subsistent.

**Dans le cadre de la future utilisation du bâtiment D pour des activités de transformation de polymères (rubrique 2661), comme indiqué dans le dossier de porter-à-connaissance, seul l'emploi de résine Epoxy (activité non émissive car réalisée sous vide) pourra être réalisé.**

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Valeurs limites d'émission

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 50 > I

**Thème(s) :** Risques chroniques, Rejets COV

### Prescription contrôlée :

Les effluents gazeux respectent les valeurs limites figurant dans le tableau ci-après :

Polluants	Valeur limite d'émission
<b>1 - Poussières totales :</b>	
Flux horaire inférieur ou égal à 1 kg/h	100 mg/m <sup>3</sup>
Flux horaire supérieur à 1 kg/h	40 mg/m <sup>3</sup>
<b>7 - Composés organiques volatils (1) :</b>	
<b>a) Cas général : (2) (3)</b>	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane : flux horaire total supérieur à 2 kg/h	110 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total de la concentration globale de l'ensemble des composés)
Valeur limite annuelle des émissions diffuses	Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 30 % de la quantité de COV utilisée (solvants utilisés, COV réactifs)
<b>b) Cas d'utilisation d'une technique d'oxydation pour éliminer les COV :</b>	
Rejet total de composés organiques volatils à l'exclusion du méthane	20 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total) ou 50 mg/m <sup>3</sup> (exprimée en carbone total) si le rendement d'épuration est supérieur à 98 %.
NOx (en équivalent NO <sub>2</sub> )	100 mg/m <sup>3</sup>
CH <sub>4</sub>	50 mg/m <sup>3</sup>
CO	100 mg/m <sup>3</sup>
<b>c) Composés organiques volatils spécifiques :</b>	
flux horaire total des composés organiques dépasse 0,1 kg/h	
Voir liste détaillée en annexe III (7° c) :	20 mg/m <sup>3</sup> (concentration globale de l'ensemble des composés)
<b>d) Substances auxquelles sont attribuées les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R 45, R 46, R 49, R 60, R 61 et les substances halogénées de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetées R 40 ou R 68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 susvisé :</b>	
Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 10 g/h.	2 mg/m <sup>3</sup> en COV (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)
Composés organiques volatils halogénés de mentions de dangers H341 ou H351, ou étiquetés R 40 ou R 68	20 mg/m <sup>3</sup> (la valeur se rapporte à la somme massique des différents composés)
Flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation supérieur ou égal à 100 g/h	
<p>1) Les prescriptions du c) et du d) n'affranchissent pas du respect du a) et du b)</p> <p>2) Activité spécifique d'emploi ou réemploi de caoutchouc (toute activité de mixage, de malaxage, de calandrage, d'extrusion et de vulcanisation de caoutchouc naturel ou synthétique ainsi que toute opération connexe destinée à transformer le caoutchouc naturel ou synthétique en un produit fini) :</p> <p>si la consommation de solvants est supérieure à 15 tonnes par an, les dispositions du a) sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« La valeur limite d'émission de COV non méthanique dans les rejets canalisés, exprimée en carbone total, est de 20 mg/m<sup>3</sup>. Toutefois, en cas d'utilisation d'une technique permettant la réutilisation du solvant récupéré, la valeur limite d'émission canalisée, exprimée en carbone total, est portée à 150 mg/m<sup>3</sup>, sauf en cas d'utilisation de composés mentionnés au d).</p> <p>Le flux annuel des émissions diffuses ne dépasse pas 25 % de la quantité de solvants utilisée. Les flux annuel des émissions diffuses ne comprennent pas les solvants vendus, avec les produits ou préparations, dans un récipient fermé hermétiquement.</p> <p>Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas si les émissions totales annuelles (canalisées et diffuses) de COV sont inférieures ou égales à 25 % de la quantité de solvant utilisée annuellement. »</p> <p>3) Activité spécifique de fabrication de polystyrène expansé :</p> <p>les dispositions du premier alinéa du a) sont remplacées par les dispositions suivantes :</p> <p>« L'exploitant met en œuvre des procédures visant à réduire les émissions de COV de son installation comprenant notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'utilisation de matières premières contenant au plus 4 % de COV en masse, lorsque la possibilité technique existe ;</li> <li>- le recyclage intégral des chutes de découpe ;</li> <li>- l'incorporation optimale de matériaux usagés dans les matières premières ;</li> <li>- la captation et le traitement des émissions, lorsque la possibilité technique existe, notamment sur les postes de pré-expansion. »</li> </ul>	

**Constats :**

Les rejets contiennent des méthacrylates (listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 27/12/2013), des phénols (H341) et du formaldéhyde (H350).

Lors de l'inspection du 7 décembre 2022, il avait été demandé à l'exploitant de :

- vérifier la conformité de ses rejets concernant les COV spécifiques (à mention de danger ou listés à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 27/12/2013),
  - préciser les phases du process en cours lors des analyses annuelles,
  - veiller, dans la mesure du possible, à ce que les mesures de COV soient réalisées lors de l'étape la plus émettrice de COV, (la nécessité de louer une nacelle pour la réalisation des prélèvements complique la synchronisation de la phase du process et de la réalisation des mesures).
- L'exploitant a identifié l'étape de fermeture gel coat (application du revêtement extérieur de la pôle) comme la phase la plus émettrice de COV.*

Les mesures des rejets atmosphériques ayant eu lieu les 13 et 14 décembre 2022, il n'a pas été possible de réaliser les contrôles atmosphériques lors de l'étape la plus émettrice de COV.

Les résultats de ces mesures ne font pas apparaître de dépassements des valeurs limites autorisées.

**Observations :**

**Afin de vérifier le respect des valeurs limites de rejet relatives aux COV tout au long du process, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :**

- réaliser, en 2024, des contrôles des rejets atmosphériques lors de l'étape de fermeture gel coat,
- transmettre, sous 3 mois, le suivi en continu des émissions de styrène lors de l'étape de fermeture gel coat en comparant la mesure en ppm de styrène avec la valeur réglementaire en mg de COV en équivalent C par m<sup>3</sup>.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Lettre de suite préfectorale

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Adaptations des prescriptions**

**Référence réglementaire :** Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-45

**Thème(s) :** Situation administrative, Suivi des installations

**Prescription contrôlée :**

Conformément à l'article R. 181-45 du code de l'environnement, le bénéficiaire de l'autorisation peut demander une adaptation des prescriptions imposées par l'arrêté.

**Constats :**

L'exploitant a demandé, par courriel du 25 juillet 2023, la révision de son arrêté préfectoral d'autorisation concernant :

- le suivi des rejets atmosphériques des chaudières,
- la valeur limite de rejet en MES (matières en suspension) des eaux pluviales,
- la fréquence de contrôle des rejets atmosphériques en COV en lien avec la mesure en continu des rejets de styrène.

**Observations :**

- Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux installations de combustion soumises à déclaration sous la rubrique 2910-A sont applicables uniquement aux appareils de combustion de puissance thermique nominale supérieure à 1MW. Désormais, un contrôle des

<p>rejets atmosphériques des chaudières et de l'efficacité énergétique est à réaliser tous les 2 ans.</p> <p>- En application de l'article 32 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, il est proposé de fixer la valeur limite de rejet en MES des eaux pluviales à 35 mg/l.</p> <p>- L'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 16 mars 2020 demande des mesures trimestrielles des rejets atmosphériques issus du process. L'exploitant réalise des contrôles annuels complétée par une surveillance en continu des rejets en styrène au niveau de chaque émissaire. Afin de confirmer l'acceptabilité de cette démarche, l'exploitant, à la demande de l'inspection des installations classées, a réalisé une recherche systématique des COV afin de démontrer la représentativité du suivi du styrène comme traceur de l'activité ainsi qu'une notice permettant la vérification de la conformité des rejets à partir du suivi du styrène. Cependant, cette notice se base sur le non dépassement du flux de 15 kg/h de COV qui est la limite imposant une surveillance en continu alors qu'elle doit permettre de comparer la mesure en ppm de styrène avec la valeur limite réglementaire de 110 mg de COV en équivalent C par m<sup>3</sup> si le flux total dépasse 2 kg/h.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre, <u>sous 3 mois</u>, la concentration de styrène à ne pas dépasser afin de garantir la conformité des rejets en COV accompagnée des calculs ayant permis sa détermination.</b></p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

### N° 3 : Modification du site

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/12/2019, article R. 181-46
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, suivi du site
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'article R. 181-46 du code de l'environnement prévoit que toute modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a déposé le 19 septembre 2023, un dossier de modification de son site visant à agrandir et à utiliser le bâtiment D de maintenance pour le process de transformation de polymères (rubrique 2661).</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>La visite terrain a porté sur la vérification par sondage de l'aptitude du bâtiment D à accueillir une activité de transformation de polymères.</p> <p><b>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre avant l'utilisation du bâtiment D pour le process de transformation de polymères les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu telles que définies par l'article 11-I de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 :</b></p> <p><i>"Les locaux respectent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</i>  — <i>l'ensemble de la structure est a minima R 15. Pour les locaux à simple rez-de-chaussée de plus de 12,50 mètres de hauteur, la structure est R 60, sauf si le bâtiment est doté d'un dispositif d'extinction</i></p>

automatique d'incendie ;

— les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 ;

— ils sont isolés des autres locaux par une distance d'au moins 10 mètres ou par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI 120."

Dans le cadre de l'extension du bâtiment D, l'exploitant prévoit d'ajouter des trappes de désenfumage au système en place.

**L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur**

**- les caractéristiques à respecter en ce qui concerne le désenfumage définies par l'article 12-II de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 :**

*"Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires est supérieure ou égale à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.*

*L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.*

*En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage ou depuis le local à désenfumer.*

*Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des locaux équipés. Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.*

*Les DENFC (dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs), en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :*

— système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;

— classe de fiabilité RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;

— classification de la surcharge neige à l'ouverture SL 250 (25 daN/m<sup>2</sup>) pour des altitudes inférieures ou égales à 400 mètres. La classe SL 0 est utilisable si la région d'implantation n'est pas susceptible d'être enneigée ou si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;

— classe de température ambiante T(00) ;

— classe d'exposition à la chaleur B 300."

**- les amenées d'air frais** devant présenter une superficie égale à la surface des exutoires de désenfumage réalisée soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur, conformément à l'article 12-III de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Distances d'éloignement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 5 > I.

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'installation est implantée à une distance d'au moins 15 mètres des limites du site.

Cette distance peut être ramenée à 10 mètres si l'installation respecte au moins les deux conditions suivantes :

— elle est équipée d'un système d'extinction automatique d'incendie ;

— elle est séparée des limites du site par un mur REI 120 dont les portes sont EI2 60 C et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique.

**Constats :**

Le bâtiment D se trouve à plus de 15 mètres de la limite de site.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>N° 5 :</b> Dispositif de prévention des accidents
<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 20
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme exploitable rapidement, approprié aux risques et conforme aux normes en vigueur.
<b>Constats :</b> Le bâtiment D est d'ores et déjà équipé d'un système de détection automatique d'incendie avec report d'alarme.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite